

HISTOIRE DES JEUX DE HASARD ET D'ARGENT AU QUÉBEC (1882-1970)

Feuillet synthèse n° 3 - Octobre 2015

1882-1892 PRISE EN CHARGE RELIGIEUSE

Contexte

Les jeux sont interdits par le gouvernement fédéral, sauf s'ils sont encadrés par un organisme caritatif. Les catholiques sont en règle générale plus tolérants par rapport au jeu que les protestants.

Événements marquants

■ Le curé Labelle (voir image à droite; Le curé Labelle vers 1880, n.d.) soumet en 1882 un projet de loterie nationale pour financer la Société de colonisation du diocèse de Montréal qui vise à assurer le peuplement francophone de la ville. Le projet sera accepté par l'Assemblée de la province, mais refusé par le Conseil législatif. Un tirage aura quand même lieu en 1884.



■ En 1888, le gouvernement libéral d'Honoré Mercier recrute le curé Labelle et organise une nouvelle loterie, en 1890, cette fois au profit de l'Association Saint-Jean-Baptiste, qui promeut le nationalisme québécois.

■ En 1892, la Chambre des communes, inspirée par les groupes moralistes chrétiens, édicte le Code criminel canadien dans lequel les jeux sont formellement prohibés, à l'exception des paris hippiques, des loteries d'objet d'art, et des roues de fortune dans les foires agricoles.

1892-1929 PROHIBITION

Contexte

Les moralistes chrétiens se servent du Code criminel pour condamner ceux qui offensent Dieu en jouant, notamment les nouveaux arrivants. Mais ils perdront graduellement leur influence.

Événements marquants

■ En 1905, le notaire Alphonse Huard de Québec propose dans un article d'étendre le mouvement de la tempérance aux jeux.

■ La Première Guerre mondiale a amené une prolifération de rafles et de loteries à saveur patriotique et les vétérans jouent à leur retour de mission sans se préoccuper de l'opinion des moralistes.

■ La Grande Dépression de 1929 apprend aux Québécois que l'économie capitaliste ne repose pas sur le travail et l'épargne comme l'aurait souhaité le christianisme, mais sur la spéculation.

L'histoire de la régulation des jeux de hasard et d'argent au Québec a oscillé entre la condamnation morale et l'acceptation au nom de la charité ou d'intérêts pécuniaires. Les autorités ont à différents moments légalisé, fermé les yeux, ou interdit le jeu.

1930-1946 PRISE EN CHARGE PAR LES IMMIGRANTS

Contexte

Durant les années 1930, les immigrants non protestants (irlandais, italiens, juifs, chinois) s'organisent pour créer à Montréal des maisons de jeux illégales qui formeront le Red Light situé autour de l'intersection des rues Sainte-Catherine et Saint-Laurent. Leurs profits leur permettent de solidifier leurs infrastructures, d'adapter les jeux aux nouvelles technologies, et de financer d'autres activités illicites. Durant les années 1940, les périodiques Liberty et Maclean's ont évalué les recettes annuelles de jeux à 100 millions de dollars.

Événements marquants

- Plusieurs pays comme la France, l'Espagne, et l'Australie légalisent dans les années 1930 la loterie. Plusieurs politiciens québécois, dont le maire de Montréal, Camillien Houde, militent pour en faire autant, sans succès.



- Les sweepstakes au profit des hôpitaux en Irlande envahissent le Québec.

- En 1946, Louis Bercowitz assassine le magnat du jeu Harry Davis et se livre à la police avec la volonté de tout raconter. Cinq jours plus tard, Arthur Taché, le capitaine de la police de Montréal, donne sa démission à la suite d'accusations portées contre lui. Pacifique Plante est nommé adjoint de l'escouade de la moralité (voir image ci-dessus; Montréal Sous le Règne de la Pègre/Pacifique Plante, n.d.). Ces événements sonnent le début de la fin de l'époque de la prohibition.

1946-1957 BASCULEMENT

Contexte

Les jeux sont perçus non plus comme des offenses à Dieu, mais comme une source de revenus pour le crime organisé qui est responsable de la corruption.

Événements marquants

- Pacifique Plante déclare la guerre aux jeux illégaux. Il menace même les curés qui organisent des bingos au profit de leur paroisse. En dépit de son efficacité, il est congédié en 1948 pour des raisons politiques. Il réplique par une série d'articles dénonçant la protection du crime organisé par les policiers et l'administration municipale de Montréal. Le Comité de moralité publique (qui deviendra la Ligue d'action civique), menée par

Pacifique Plante et Jean Drapeau, présentera alors une requête qui ouvrira en 1950 la Commission Caron, surnommée l'enquête du siècle, pour examiner les activités des policiers de la Ville de Montréal. Celle-ci blâme sévèrement la haute direction du Service de police de Montréal pour sa tolérance envers le crime organisé. Jean Drapeau devient maire de Montréal en 1954.

- Au fédéral, le Joint Committee of the Senate and House of Commons on Capital Punishment, Corporal Punishment and Lotteries dépose son rapport en 1956 dans lequel il est recommandé de raffermir la loi sur les jeux.

- Le psychanalyste Edmund Bergler publie en 1957 son livre sur le jeu pathologique qui constitue la première étude contemporaine sur la question.

1957-1969 PRISE EN CHARGE PAR L'ÉTAT

Contexte

Selon des sondages Gallup de 1955, 69 % des Canadiens approuvent la légalisation des loteries contre 23 % qui la désapprouvaient. Ces nombres passent à 79 % contre 14 % en 1969.

Événements marquants

- Pierre-Elliott Trudeau, ministre de la Justice sous Lester B. Pearson, introduit la Loi de 1967 modifiant le Code criminel, qui amendait plusieurs infractions à caractère moral, soit en les décriminalisant (pratiques homosexuelles entre adultes consentants), soit en les légalisant sous des conditions spécifiques (avortement thérapeutique ou loteries). Devenu chef du parti libéral, il fait de ce projet d'amendements l'enjeu de la campagne électorale de 1968, qu'il remportera. La réforme est votée le 14 mai 1969 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1970. Les gouvernements des provinces sont alors autorisés à exploiter les jeux.

- En 1968, le maire Jean Drapeau crée la taxe volontaire, qui est une forme de loterie, comme outil fiscal. La Cour suprême du Canada la déclare illégale le 22 décembre 1969.

- Le 23 décembre 1969, Québec se dote de la Loi 86 sur les loteries et les courses. Le 14 mars 1970, les Québécois assistent au premier tirage de la Société d'exploitation des loteries et des courses du Québec (Loto-Québec). Deux immigrants se partageront le gros lot de 125 000 \$.

RÉFÉRENCES

- Bergler, E. (1957). *Psychology of Gambling*. New York, NY: Hill & Wang.
- Brodeur, M. (2011). *Vice et corruption à Montréal: 1892-1970*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec.
- Campbell, C. S., & Smith, G. J. (2003). Gambling in Canada: From vice to disease to responsibility: A negotiated history. *Canadian Bulletin of Medical History*, 20(1), 121-149.
- Chaffey, D. C. (1993). The right to privacy in Canada. *Political Science Quarterly*, 108(1), 117-132.
- Cellard, A., & Pelletier, G. (1998). Le Code criminel canadien 1892-1927: Étude des acteurs sociaux. *Canadian Historical Review*, 79(2), 261-303.
- Gadbois, J. (2012). *Ethnologie du Lotto 6/49: Esquisses pour une définition de la confiance* (Thèse de doctorat). Université de Laval, Québec et EHESS, Paris.
- Guay, J.-H. (n.d). Présentation du premier tirage de Loto-Québec. Récupéré de <http://bilan.usherbrooke.ca/bilan/pages/evenements/20059.html>
- Labrosse, M. (1985). *Les loteries: De Jacques Cartier à nos jours: La petite histoire des loteries au Québec*. Montréal, QC: Stanké.
- Morton, S. (2003). *At odds: Gambling and Canadians, 1919-1969*. Toronto, ON: University of Toronto Press.
- Osborne, J. A. (1989). *The legal status of lottery schemes in Canada: Changing the rules of the game* (Mémoire de maîtrise). University of British Columbia, Vancouver.
- Roy, J.-P. et al. (1983). *Dossier Loto-Québec*. Montréal, QC: Loto-Québec.

SOURCES DES IMAGES

- (n.d.). *Le curé Labelle vers 1880* [image numérique]. Récupéré de <http://grandquebec.com/gens-du-pays/biographie-labelle/>
- (n.d.). *Montréal Sous le Règne de la Pègre/Pacifique Plante* [digital image]. Récupéré de http://www2.ville.montreal.qc.ca/archives/democratie/democratie_en/expo/crises-reformes/pegre/piece1/index.shtm



**FACULTÉ DES ARTS
ET DES SCIENCES**

Chaire de recherche
sur l'étude du jeu

CHAIRE DE RECHERCHE SUR L'ÉTUDE DU JEU

Université Concordia
2070 Rue Mackay
Montréal, Québec, Canada H3G 1M8

Tel. +1 514 848.2424 poste 5398
Site Web www.concordia.ca/fr/recherche/chairejeu
Courriel lifestyle.lab@concordia.ca